

Recommandation

Afin de faire accepter ce nouveau dispositif, il est primordial d'instaurer un dialogue entre les différentes parties prenantes et de sensibiliser sur les enjeux de santé publique que ce sujet soulève. De plus, il est important de garder une certaine flexibilité dans la mise en place des ZNT et d'évaluer ses impacts afin de pouvoir s'adapter et faire évoluer le dispositif.

Méthodologie proposée par le SSP

- Afin de calculer la distance d'éloignement nécessaire la SSP s'appuiera sur des données publiques telles que : les fichiers fonciers (FIC) qui permettent de déterminer les parcelles à risque, les registres parcellaires graphiques (RPG) aidant à déterminer les exploitations agricoles nécessitant la mise en place de ZNT et de distinguer les différents types d'exploitation (C, Busse ou autre) qui influencent l'éloignement nécessaire.

Implications pour les parties prenantes

- Les agriculteurs seront directement impactés par ces mesures en devant cesser d'utiliser des produits phytosanitaires sur des portions de leurs exploitations. Cependant, des mesures compensatoires peuvent être envisagées et les ZNT ne représentent qu'un faible pourcentage de l'exploitation agricole totale.
-

Les riverains pourront quant à eux voir leurs ~~exploitations~~ exposition aux produits phytosanitaires considérablement réduite, améliorant ainsi leurs conditions de vie.

Le rôle des autorités locales dans la mise en place de ce dispositif est également crucial. En effet, ces dernières doivent permettre d'assurer le dialogue entre les différentes parties prenantes et définir les modalités d'information préalable au Traitement.

L'utilisation massive de pesticides aux alentours des espaces urbains soulève des inquiétudes grandissantes vis-à-vis de la santé des riverains. Dans ce contexte, le gouvernement a mis en place un dispositif de création de zone de non traitement (ZNT) afin d'éloigner les pesticides des populations locales.

Nous analyserons dans un premier temps le cadre législatif actuel et les défis que soulèvent ce nouveau projet de loi. Dans un second temps, nous décortiquerons le fonctionnement de ce nouveau dispositif.

Enjeux de la mise en place de ZNT

À travers les conclusions des états généraux de l'alimentation, le gouvernement a mis en exergue la nécessité impérieuse de réduire l'exposition ~~des riverains~~ des populations aux produits phytosanitaires. Les risques que soulèvent l'exposition à ces substances ont conduit le gouvernement à créer des mesures visant à éloigner les riverains de ces dernières à travers la création de zones de non traitement (ZNT).

Ce nouveau dispositif soulève plusieurs défis majeurs. D'une part, celui de protéger la santé publique sans compromettre les exploitations agricoles sur le plan économique. D'autre part, d'homogénéiser la méthode d'application de ces ZNT à un territoire national hétéroclite.